

Communiqué

Des Occupant·e·s du Bâtiment A & le Comité de Soutien aux Occupant·e·s

Mardi 30 Janvier 2018, Saint-Denis

Les exilé·e·s occupent Paris 8 à Saint Denis !

Le bâtiment A de l'université Paris 8 à Saint Denis est occupé depuis le mardi 30 janvier 2018 par des personnes exilé·e·s et leurs soutiens.

Notre occupation s'inscrit dans le mouvement général de protestation contre les politiques migratoires européennes indignes et dans la continuité des occupations d'universités à Grenoble, Lyon, Nantes et dans d'autres villes.

Migrant·e·s, associations et particulier·ère·s s'élèvent et se mobilisent aujourd'hui plus que jamais, contre le traitement désastreux réservé aux personnes migrant vers l'Europe.

De l'enfer de la Libye aux conditions "d'accueil" aux frontières de Schengen ; des dizaines de milliers de noyé·e·s dans la Méditerranée, au harcèlement policier à Porte de la Chapelle et à la Villette ; de la répression bureaucratique menée par l'OFPRA et l'OFII au "délict de solidarité" dont on accuse les soutiens militants : la politique migratoire européenne continue de s'illustrer par son racisme et son inhumanité. Le règlement de Dublin est responsable de l'expulsion des exilé·e·s vers les périphéries de l'Europe et contraint ces mêmes personnes à dormir dans la rue et à subir le froid et le harcèlement des forces de l'ordre. Parmi eux·elles, beaucoup de mineur·e·s. Pour les dubliné·e·s comme pour beaucoup de demandeur·euses·s d'asile et de sans-papiers, l'incertitude administrative et matérielle est la source d'une profonde détresse psychologique alors qu'ielles sortent d'un voyage éprouvant.

Dans les prochains mois, le gouvernement français va faire voter la loi "Asile et Immigration". Sous couvert d'améliorer l'accueil d'une faible proportion de personnes obtenant l'asile, cette loi condamne la majorité des exilé·e·s à la déportation, à l'enfermement ou à la clandestinité.

Dans un même temps, le pouvoir exécutif organise la répression et les expulsions jusque dans les centres d'accueil et d'hébergement (circulaire Collomb et règlement de Dublin) poussant les exilé·e·s à dormir dans la rue plutôt que dans ces lieux. Les personnes exilé·e·s participant à l'occupation en ont fait l'expérience.

Nous condamnons ces choix politiques et exigeons :

- La fin immédiate du règlement de Dublin

- La fin de la distinction entre "migrants économiques" et "réfugiés politiques", pour en finir avec une politique qui trie les "bon·ne·s" et les "mauvais.es" migrant·e·s

- Des papiers pour tous·tes

- La liberté de circulation et d'installation pour tous·tes

- Le droit au logement, à l'éducation et à la formation

- Et enfin, des excuses publiques pour les milliers de vies détruites.

Nous vous appelons à nous rejoindre et à nous soutenir sur le lieu d'occupation (matériellement, financièrement et physiquement) et à participer avec nous à la marche des solidarités, le 17 mars, partout en France. Nous rejoignons l'appel de Lyon et de Nantes. L'Université doit être un lieu politique et ouvert à tous·tes. Contre l'Université élitiste et sélective que nous promet le projet de loi du gouvernement, nous défendons une Université libre et collective : un lieu de résistance en écho aux lieux occupés.

Et surtout, nous appelons à occuper les universités et tout autre lieu, partout où vous le pouvez.

-Les Occupant·e·s du Bâtiment A & le Comité de Soutien aux Occupant·e·s-